

Lubeck, Paul M. (Ed.), *The African Bourgeoisie : Capitalist Development in Nigeria, Kenya and the Ivory Coast*. Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1987, 424 p.

Guy Martin

Volume 20, numéro 4, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702599ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702599ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, G. (1989). Compte rendu de [Lubeck, Paul M. (Ed.), *The African Bourgeoisie : Capitalist Development in Nigeria, Kenya and the Ivory Coast*. Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1987, 424 p.] *Études internationales*, 20(4), 923–925. <https://doi.org/10.7202/702599ar>

On retiendra surtout la contribution de Peter Berger et de Bobby Godsell qui se livrent à un examen comparatif du cas sud-africain. Les auteurs remettent ici en question la pertinence de certaines analogies couramment utilisées pour éclairer les problèmes particuliers de l'Afrique du Sud dont les exemples des sociétés coloniales, de la Rhodésie, de l'Algérie, de la lutte pour les droits civiques aux États-Unis, de l'Iran et des Philippines. Au rang des « comparaisons utiles », Berger et Godsell retiennent plutôt le thème du changement et proposent deux analogies inusitées: la Restauration Meiji au Japon et la Chine de Deng Xiaoping. La première, optimiste, illustre l'idée que le changement de l'intérieur du système reste possible tandis que la seconde, pessimiste, suggère les limites inhérentes au pouvoir en montrant que les réformateurs n'iraient pas nécessairement jusqu'à saborder le système qui a assuré leur domination politique.

Cet ouvrage est d'une importance capitale pour ceux qui s'intéressent à l'évolution actuelle de l'Afrique du Sud. Il présente une recherche solide et bien documentée des principaux acteurs en présence et soulève nombre de questions pertinentes sur leurs visions d'avenir.

Jean-François BERGERON

*Étudiant au doctorat,
Département de science politique,
Université Laval, Québec*

LUBECK, Paul M. (ed.), *The African Bourgeoisie: Capitalist Development in Nigeria, Kenya and the Ivory Coast*. Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1987, 424 p.

Cet ouvrage collectif est le produit d'une conférence sur la bourgeoisie africaine qui s'est tenue à Dakar en décembre 1980. Il s'agissait, à la lumière du matérialisme historique, de réexaminer les thèses

dépendantistes concluant à l'impossibilité d'un développement capitaliste autonome des pays de la périphérie dans le système capitaliste mondial. Plus précisément, il convenait d'examiner le rôle de l'État post-colonial et de la bourgeoisie nationale dans le processus d'accumulation du capital et de transition au capitalisme qui a été amorcé dans les pays capitalistes africains les plus avancés, à savoir le Nigeria, le Kenya et la Côte d'Ivoire, au cours de la deuxième décennie de l'indépendance (1970-1979). Cette réflexion se greffait sur le fameux « débat kényan » des années 70 selon lequel Steven Langdon et Raphael Kaplinsky s'opposaient à Colin Leys et Nicola Swainson, notamment, sur la capacité de la bourgeoisie kényane à initier un processus de développement capitaliste autonome au sein du système capitaliste mondial. En même temps, il s'agissait d'évaluer l'importance et le rôle respectif des facteurs internes et des déterminants extérieurs dans le processus de développement capitaliste de la périphérie. Questions d'une importance déterminante dans l'analyse des causes et des remèdes de la crise africaine actuelle. Paul Lubeck a eu l'heureuse initiative de rassembler en un seul volume les contributions les plus importantes à ce débat. L'ouvrage est divisé en cinq sections traitant respectivement des questions théoriques et méthodologiques, de l'émergence historique, des origines agraires, et du rôle de l'État dans le capitalisme africain, ainsi que de la transition au capitalisme industriel.

Alors que dans son chapitre introductif, Paul Lubeck situe le cadre général du débat, Gavin Kitching, dans son intéressante contribution sur « Le rôle de la bourgeoisie nationale dans la phase actuelle de développement capitaliste », avance quelques hypothèses originales sur les possibilités de développement capitaliste dans la périphérie, même sans bourgeoisie nationale. De l'analyse de l'émergence d'une

bourgeoisie agraire dans une perspective historique, on retiendra notamment l'étude de David Groff, qui montre comment le passage de la culture du caoutchouc naturel à celle du cacao et du café a transformé les rapports sociaux traditionnels et contribué à l'intégration du Sud-Ouest ivoirien au système capitaliste mondial, ainsi que celle de Nicola Swainson qui met en évidence l'importante contribution de la bourgeoisie nationale, soutenue par l'État, au processus d'accumulation du capital au Kenya. Selon Okello Oculi, un tel processus implique l'expropriation de la plus-value paysanne par une classe politico-bureaucratique nigérienne parasitaire et prédatrice, situation similaire à celle prévalant en Côte d'Ivoire telle que décrite par Peter Anyang' Nyong'o. S'agissant du rôle de l'État dans l'émergence du capitalisme africain, Thomas Biersteker démontre la complexité des relations entre celui-ci et le capital national et étranger au Nigeria dans le cadre d'une stratégie de nationalisation dont les principaux bénéficiaires sont en définitive les intérêts économiques étrangers. La même situation, telle que décrite par Bonnie Campbell, prévaut en Côte d'Ivoire où le développement du capitalisme local est étroitement limité par un État pénétré et dominé par le capital étranger (français notamment). Les tentatives de développement industriel autonome, tant au Nigeria (Tom Forrest) qu'au Kenya (Steven Langdon) n'ont guère dépassé le stade de la substitution d'importations et restent étroitement dépendantes du capital étranger. Dans ce contexte de dépendance étroite et persistante du capitalisme national par rapport au capitalisme étranger, et dans la perspective d'une transition au socialisme, quelles options s'offrent finalement à la bourgeoisie africaine? Pour P. Anyang' Nyong'o, certaines fractions de la petite-bourgeoisie pourraient, selon l'heureuse expression d'Amilcar Cabral, « se suicider » en tant que

classe pour rejoindre le gros des forces révolutionnaires combattant pour une révolution socialiste (p. 229). Suivant Samir Amin et Alain de Janvry, Paul Lubeck estime plutôt que la meilleure solution serait une alliance de classe populaire-nationale entre la bourgeoisie nationale et le prolétariat africain (pp. 14-15, 384). Dans tous les cas, la nécessité d'une transformation socialiste s'impose.

Le mérite essentiel de cet important ouvrage collectif est de démontrer que, contrairement à ce qu'affirment les analyses dépendantistes, un processus de développement capitaliste a bien été engagé dans certains pays africains, même si ce processus demeure principalement dépendant et déterminé de l'extérieur. Il est vrai que depuis l'élaboration de cet ouvrage (décembre 1980), le débat autour du développement capitaliste, de l'État et des luttes populaires en Afrique a notablement progressé, notamment à partir des travaux de P. Anyang' Nyong'o, Goran Hyden et Richard Sandbrook. On peut également admettre, avec Paul Lubeck, que « la méthodologie de l'économie politique marxiste et l'accent mis sur la formation des classes, la lutte de classes et l'articulation des modes de production pré-capitalistes et capitalistes dans le processus de transition sont incontestablement supérieurs aux généralisations de la théorie de la dépendance » (p. 383). Néanmoins, on ne peut s'empêcher de remarquer que certaines analyses marxistes (telles celles de Bonnie Campbell sur la Côte d'Ivoire et de Tom Forrest sur le Nigeria) sont beaucoup moins dynamiques et éclairantes que celles d'auteurs « bourgeois » comme T. Biersteker (sur le Nigeria) ou N. Swainson (sur le Kenya). En fin de compte, il semble que ni la méthode du matérialisme dialectique, ni celle de la dépendance ne permettent, à elles seules, de saisir toutes les nuances d'une situation économique, politique et sociale africaine éminemment complexe et diversifiée.

Faut-il dès lors intégrer ces deux approches, souffrant d'un réductionnisme primaire, en une théorie unique, comme le suggère P. Lubeck (p. 383), ou faut-il concevoir une nouvelle approche enracinée dans la réalité historique, sociologique et politique africaine? La question reste posée. En dépit de ces sérieuses réserves théoriques et méthodologiques, l'ouvrage de Paul Lubeck et de ses co-auteurs peut être considéré comme une contribution importante au débat actuel sur les possibilités d'un développement capitaliste autonome en Afrique.

Guy MARTIN

*Programme de formation diplomatique
Université de Nairobi, Kenya*

MAGNARD, Franck, TENZER, Nicolas.
La crise africaine: quelle politique de coopération pour la France? Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Politique d'aujourd'hui », 1988, 254 p.

Comme les auteurs le soulignent eux-mêmes, « la thèse de ce livre est qu'en vingt ans on a beaucoup appris sur ce qu'il fallait faire (pour aider l'Afrique) – et davantage encore ne pas faire –, mais que des contraintes spécifiques – politiques au sens large du terme – ont empêché tout progrès décisif. » (p. 10)

La crise africaine et la nécessaire réforme des structures économiques.

Dans cette première partie, après avoir souligné l'appauvrissement continu des pays d'Afrique (« C'est... d'une véritable régression dont est victime le sous-continent noir... » p. 13), les auteurs tentent de montrer que la nécessité d'ajuster les économies a conduit les pays riches à la mise en oeuvre de stratégies globales de transferts massifs, au lieu « ... des précédentes aides spécifiques à telle ou telle catégorie de projet... ».

Puis, ils insistent sur les difficultés rencontrées pour opérer des actions en profondeur. « ... après avoir rappelé les erreurs commises dans l'élaboration des modèles globaux de développement, (les auteurs) examine(nt) successivement les éléments qui, dans l'utilisation des divers instruments de politique économique... ont peu à peu mené décideurs publics et acteurs privés à l'impuissance ou à l'échec. » (p. 52). Sont ainsi abordés l'échec du socialisme administratif, les déboires de la gestion centralisée des marchés et des prix, les erreurs de la politique de change, des choix sectoriels contestables, les difficultés de mise en oeuvre des politiques budgétaires et fiscales et les insuffisances des politiques d'endettement. Mais, dans un souci d'équité, l'échec des politiques déflationnistes imposées par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale n'est pas oublié.

Les politiques sectorielles au service du développement.

Les auteurs proposent d'abord une méthodologie des projets de développement puis présentent ce qui leur semble être des impératifs de coopération par secteurs d'activité (agriculture, infrastructures, industrie, recherche, santé, éducation et culture).

Prônant la fin de la politique des éléphants blancs (ces projets grandioses à propos desquels on aurait pu insister davantage sur le grand intérêt qu'y ont porté les entreprises occidentales et leurs gouvernements respectifs...), les auteurs proposent – logiquement – une décentralisation des efforts vers une multitude d'initiatives de plus faible envergure, pour rapidement s'apercevoir de la difficulté d'une cohérence d'ensemble évitant tout gaspillage.

La suite de cette deuxième partie de l'ouvrage présente un tour d'horizon assez complet des différents domaines dans lesquels la coopération se redéveloppe aujourd'hui.